

Lundi 23 mars 2020, jour n°7 du confinement dans les lieux d'hébergement

Une semaine de confinement : un abandon total des sans-abris qui se trouvent dans les centres d'hébergement hivernaux de l'agglomération grenobloise.

La situation est accablante, des solutions d'hébergement indignes et des milliers de sans abris toujours sans solution en Isère !

"Plutôt retourner à la rue que de continuer à subir ça...J'ai l'impression de vivre un cauchemar"(C. hébergée à Voreppe) « On est abandonné, ils nous traitent comme des animaux » (P. hébergé rue Leconte de Lisle)

Depuis l'annonce du confinement plusieurs centres d'hébergement sont laissés à l'abandon. À l'hôtel de Voreppe (gérés par l'association AREPI) se trouvent plus d'une centaine de personnes, pourtant les travailleur.se.s sociaux ont été renvoyés chez eux remplacés par des vigiles, pas toujours commodes. Les vigiles ont pour consigne de ne laisser personne sortir de sa chambre, faisant de la mise à l'abri hivernal une véritable prison. Au centre situé sur l'Espace Comboire, géré par l'Entraide Pierre Valdo, il ne reste plus qu'un travailleur social pour 60 habitant.e.s ! Rue Leconte de Lisle enfin, un terrain sur lequel sont posés des algécos, seul un vigile est sur place. **Un abandon pur, simple et assumé des personnes hébergées.**

Des conditions de vie indignes et dangereuses dans le contexte de crise sanitaire, propice à la propagation du virus.

Dans le contexte actuel d'épidémie, nous, associations et collectifs grenoblois, sommes particulièrement choqué.e.s et inquiet.e.s.

Nous avons pu constater que depuis l'annonce du confinement, la nourriture est livrée irrégulièrement, parfois même elle n'est pas comestible, voire périmée. Rue Leconte de Lisle, il a fallu attendre une semaine pour que de la nourriture et des produits d'hygiène soient enfin livrés en quantité le lundi 23 mars, suite à nos interpellations. Nous devons rester vigilants pour la suite. Les personnes sont contraintes de manger froid, sans moyen pour réchauffer les plats ou cuisiner. Aucune information n'a été donnée sur les points de distribution alimentaire aux habitant.e.s, coupé.e.s du monde sans internet ni télévision. **Nous sommes atterré.e.s de constater que parfois des personnes, adultes comme enfants, n'ont pas de quoi se nourrir correctement.**

De plus, alors que la propreté des espaces communs et individuels est vitale pour éviter la propagation du virus, ces mêmes gestionnaires ne fournissent pas ou trop peu de produits d'entretien et d'hygiène. Les habitants manquent systématiquement de savon, produit vaisselle, shampoing, produit nettoyant pour le sol, serpillières... Partout, les sanitaires (douches et toilettes) sont trop peu nombreux pour le nombre d'habitant.e.s, et insalubres. **Les conditions sanitaires pour éviter la propagation du virus ne sont pas respectées dans ces lieux où la cohabitation n'est pas un choix !**

Plus d'accès aux soins pour les hébergé.es de Voreppe, certaines vies vaudraient-elles moins que d'autres ? Des personnes dites "à risques" sont enfermées dans leur chambre sans pouvoir se rendre chez leur médecin ou à la pharmacie. L'hôtel de Voreppe est devenu un centre d'enfermement. Des médecins et travailleur.euse.s sociaux.iales du Village 2 Santé sont inquiet.e.s d'interrompre des suivis médicaux et des parcours de soin; leurs interpellation à la direction de l'AREPI, sont restées sans réponse satisfaisante à ce jour. Des personnes particulièrement vulnérables (immuno-dépressives, femmes enceintes) sont exposées au risque

permanent de contagion, sans qu'aucune mise à l'abri spécifique ne soit envisagée.

La liste des manquements est longue et la situation est grave.

Nous refusons l'opération de communication du gouvernement sur la solidarité alors que les plus modestes d'entre nous survivent dans des conditions indignes et que 45 milliards ont été annoncés pour soutenir les entreprises. Nous accusons la préfecture de l'Isère de proposer des conditions d'accueil au rabais, quand des solutions dignes sont possibles. Nous accusons les collectivités territoriales de refuser de réquisitionner des logements vides afin d'empêcher l'entassement dangereux des personnes dans ces centres d'hébergements indécents. Nous accusons les associations gestionnaires AREPI et Entraide Pierre Valdo de ne pas assurer les conditions minimales de survie dans les lieux dont elles sont responsables, d'accepter en toute conscience de "faire le sale boulot".

Nous exigeons que les besoins vitaux des personnes hébergées soient pris en compte sérieusement:

***se nourrir:** livraison d'aliments en quantité et en qualité suffisantes, et possibilité de matériel pour cuisiner/réchauffer, adapté au nombre de familles ;

***se laver:** douches et toilettes propres et fonctionnelles avec apport de produits d'hygiène

Nous revendiquons aussi des droits :

- **à l'école pour tous les enfants dans tous les lieux d'hébergement** via un accès à internet et des ordinateurs ;
- **aux soins** et à la protection par des mises à l'abri spécifique des personnes hébergées les plus vulnérables (personnes souffrant de maladies chroniques, âgées, enceintes)
- **aux déplacements** nécessaires par la fourniture d'attestations de déplacement
- **au suivi social**, quand les personnes le souhaitent, par des professionnels dotés de réels moyens
- **au logement pour tous et toutes par la réquisition des logements vacants**

Nous faisons appel à la solidarité de tou.te.s pour faire connaître ces situations invisibilisées et soutenir les personnes hébergées. Un appel à dons a déjà été lancé par l'association RUSF, que vous pouvez retrouver [ici](#).

Nous invitons la presse à venir constater la situation d'un centre d'hébergement et rencontrer ses habitant.e.s mardi 24 mars à 12h au [3 rue Leconte de Lisle](#) à Grenoble.

Contact : lutte-hebergement-grenoble@riseup.net – 07 53 91 18 74

Signataires : Collectif Dourbie-Hébergement – Droit au Logement 38 – Ligue des Droits de l'Homme Isère – RESF 38 – RUSF 38 – CISEM – Village 2 Santé